

**Cambodge - Réponse de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'État auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question au Sénat
(Paris, 23 novembre 2017)**

Question sur la situation au Cambodge

Merci beaucoup Madame La Présidente,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Monsieur le Sénateur,

La France, qui effectivement a parrainé les accords de Paris de 1991, est naturellement très préoccupée par la situation, à l'approche des élections législatives qui doivent se tenir en juillet 2018. La dissolution du principal parti de l'opposition, le PSN, qui avait remporté environ la moitié des suffrages lors des dernières élections locales qui s'étaient déroulées dans le cadre d'une mobilisation importante du corps électoral cambodgien - avec près de 90% de participation - semble effectivement de nature à remettre en cause le processus démocratique initié depuis 25 ans déjà.

L'arrestation de Monsieur Kem Sokha et l'absence probable de ce parti pour les prochaines échéances sont très préoccupantes.

Dans ce cadre la France est particulièrement mobilisée et présente. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères s'en est entretenu très directement avec son homologue, Monsieur Prak Sokhonn, le 20 novembre dernier en marge du sommet de l'ASEM.

Dans les prochains jours, je réitérerai notre préoccupation à l'occasion de la conférence ministérielle de l'Organisation internationale de la Francophonie puisque le Cambodge en est membre. Dans cette instance, nous partageons un certain nombre de valeurs communes et nous devons les appliquer.

Enfin, dans le cadre européen, il va de soi que le régime préférentiel qui est accordé au

Cambodge doit s'accompagner du respect des droits fondamentaux.

Je voulais, pour terminer, saluer la contribution des sénateurs à la diplomatie parlementaire et au respect des libertés publiques. C'est une caractéristique constante de cette haute assemblée et nous savons que nous avons votre entier soutien.

Je vous remercie./.